

Unité bidépartementale Eure Orne
Place Général Bonet
CS40020
61013 Alençon

Alençon, le 25/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SERVICE ENVIRONNEMENT PROPRETE VALORISAT

ZI Artisanale Les Fourneaux
61500 Sées

Références : 61 / 2024 - 168
Code AIOT : 0005304642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement SERVICE ENVIRONNEMENT PROPRETE VALORISAT implanté ZI Artisanale Les Fourneaux 61500 Sées. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2024.

Celui-ci visait les 4 prescriptions suivantes :

- la complétude des paramètres d'analyses de la qualité des eaux pluviales avant rejet vers le bassin d'infiltration (délai de 6 mois) ;
- l'éloignement des matériaux combustibles entreposés sur la plateforme bois vis-à-vis de la réserve incendie (délai de 6 mois) ;
- le respect de la hauteur et de l'espacement des îlots (délai de 6 mois) ;

- la régularisation de la situation administrative vis-à-vis de nouvelles activités exercées sur le site (délai de 3 mois).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERVICE ENVIRONNEMENT PROPRETE VALORISAT
- ZI Artisanale Les Fourneaux 61500 Sées
- Code AIOT : 0005304642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis février 2005, la société SEP VALORISATION est implantée à Sées, zone industrielle Les Fourneaux, sur une superficie d'environ 10 hectares. L'exploitation est autorisée par un arrêté préfectoral du 2 octobre 2013, pour des activités de compostage de déchets verts et d'entreposage et broyage de déchets de bois.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater l'absence de rétention sous les cuves de GNR et AdBlue, dans le conteneur technique situé sur l'aire de ravitaillement.

Bien que celle-ci soit imperméable, un déversement accidentel entraînerait une pollution conséquente du bassin «voirie».

Ce dernier est raccordé au réseau public après passage dans un séparateur à hydrocarbures.

L'exploitant devra donc mettre en place avant le 1^{er} mars 2025 un système de rétention au droit du conteneur technique «GNR / AdBlue» afin de limiter les effets d'un déversement accidentel des produits stockés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des eaux pluviales	AP de Mise en Demeure du 09/02/2024, article Article 1	Levée de mise en demeure
2	Réserve incendie	AP de Mise en Demeure du 09/02/2024, article Article 2	Levée de mise en demeure
3	Stockage en îlots	AP de Mise en Demeure du 09/02/2024, article Article 3	Levée de mise en demeure
4	Modification des installations	AP de Mise en Demeure du 09/02/2024, article Article 4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées prend acte que la situation s'est régularisée et que par suite des sanctions administratives ne sont pas nécessaires. L'arrêté de mise en demeure du 9 février

20240 cesse de produire ses effets, les prescriptions en cause ayant été respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2024, article Article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux pluviales
Prescription contrôlée : <p>La société SERVICE ENVIRONNEMENT PROPLETE VALORISATION, SAS exploitant une installation de transit de déchets zone industrielle les fourneaux, 61500 Sées sous le numéro SIRET 450 550 421 00017 ci-après désigné l'exploitant, est mise en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes : Article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2013 susmentionné <i>« Les eaux de ruissellement provenant de la plate-forme Bois Energie ainsi que des autres zones imperméabilisées (hors plate-forme de compostage) susceptibles d'être polluées sont recueillies dans un bassin tampon étanche. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées dans le bassin d'infiltration qu'après contrôle de leur qualité. Les prélèvements sont faits :</i> • dans le bassin tampon de 1 000 m³ recevant les eaux de ruissellement de la plate-forme Bois Énergie et des autres surfaces imperméabilisées collectées par le bassin gravitairement.</p> <p><i>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le bassin d'infiltration, les valeurs limites en concentration définies ci-après. Au minimum, les rejets ne peuvent dépasser les valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• matières en suspension (NFT 90 105) : < 150 mg/l en cas d'épuration par lagunage ;• DCO (NFT 90 101) : < 300 mg/l ;• DBO5 (NFT 90 103) : < 100 mg/l ;• azote total, exprimé en N : < 30 mg/l ;• phosphore total, exprimé en P : < 10 mg/l ;• hydrocarbures totaux (NFT 90 114) : , 10 mg/l ;• plomb (NF T 90-027) : < 0,5 mg/l ;• chrome (NF EN 1233) : < 0,5 mg/l ;• cuivre (NF T 90 022) : < 0,5 mg/l ;• zinc et composés (FD T 90 112) : < 2 mg/l <p><i>Si les valeurs limites en concentration définies ci-dessus ne sont pas respectées, les eaux pluviales polluées et collectées dans le bassin sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. »</i></p>
Constats : <p>Des prélèvements ont été effectués par le laboratoire AUREA le 13 mai 2024 au niveau du « bassin bois ».</p> <p>Les résultats des analyses sur ces échantillons ont été déclarés sur GIDAF, et mettent en évidence leur conformité sur l'ensemble des critères requis.</p>

Le rejet du bassin de rétention des eaux pluviales de la plate-forme bois vers le bassin d'infiltration est manuel et dépendant des conditions météorologiques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant que selon les prescriptions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2013 susmentionné, il <i>"est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le bassin d'infiltration, les valeurs limites en concentration définies"</i> au même article. Cela signifie qu'une analyse permettant de justifier de la qualité des eaux pluviales au regard des prescriptions de l'article précité doit être effectuée avant chaque transfert des eaux du "bassin voirie" vers le bassin d'infiltration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Réserve incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2024, article Article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes : Article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2013 susmentionné <i>« Entretien des moyens d'intervention : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</i> <i>Les moyens de lutte contre l'incendie sont vérifiés et essayés chaque semestre. De plus, ils sont contrôlés au moins une fois par an par un organisme agréé.</i> <i>Des exercices incendie ont lieu semestriellement.</i> <i>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.</i> <i>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »</i> Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque la réserve incendie sera implantée en dehors des zones susceptibles d'être impactées par des flux thermiques significatifs en cas d'incendie et que son aire d'aspiration sera débarrassée et tout entreposage de matières combustibles.
Constats : Au jour de l'inspection, il a été constaté la mise en place de bornes et d'un panneau de signalisation permettant de maintenir un accès à la réserve incendie. Par ailleurs, il a été constaté que l'entreposage de matières combustibles était éloigné d'une distance supérieure à 10 m autour de cette zone. L'inspection a également permis de viser le dernier rapport de contrôle annuel des extincteurs

effectué le 15 février 2024 et n'indiquant pas de non-conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé l'importance de respecter un plan d'exercice incendie et d'essai, ainsi que la vérification des moyens de lutte contre l'incendie, à une fréquence semestrielle. Ce point fera l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Stockage en îlots

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2024, article Article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage en îlots
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté les dispositions suivantes : Article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 02 octobre 2013 susmentionné <i>« Les flux de déchets de bois de catégorie A et B sont distincts. Ils sont stockés sur site de manière séparée. Tout mélange de bois de catégorie différente est interdit. Les produits stockés forment des îlots limités de la façon suivante :</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Hauteur maximale des îlots : 3 mètres,</i> • <i>Distance entre deux îlots : minimum 5 mètres, garantissant un accès facile entre les groupes de piles en cas d'incendie,</i> • <i>L'éloignement des piles de bois de la clôture est au moins égale à la hauteur des piles.</i> <i>La plate-forme est quadrillée par des allées d'une largeur minimale de 5 mètres pour permettre l'accès des voitures de secours des pompiers dans les diverses sections du dépôt. A l'intersection des allées principales, les piles de bois sont disposées en retrait des allées, de manière à permettre aux voitures de braquer sans difficultés. »</i>
Constats : Au jour de la visite, les îlots présents sur site avaient une hauteur maximale de 3 mètres, conformes aux prescriptions de l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2013. Les allées séparant les îlots et les allées principales étaient d'une largeur supérieure à 5 mètres. La disposition constatée des matières entreposées permettait la circulation des véhicules de secours dans de bonnes conditions. Néanmoins, même si cette prescription n'est pas directement applicable du fait de l'antériorité, la surface couverte par ces îlots est très supérieure aux 500 m ² prévus par l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 11/09/2013 l'exploitant que selon les prescriptions de l'article 25-II de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Lors de la visite, l'exploitant a fait part de son souhait de pouvoir entreposer les broyats de bois en îlots d'une hauteur de 5 mètres.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de pouvoir répondre à la demande d'augmentation de la hauteur des îlots, l'exploitant devra transmettre sous 3 mois à l'Inspection des installations classées un plan d'îlotage s'appuyant sur les prescriptions de l'article 25-II de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, tout en s'assurant que ce plan permet une circulation en sécurité des véhicules et engins de secours et que ses moyens de lutte contre l'incendie sont correctement proportionnés (surface maximale des îlots de 500 m², distance minimale entre deux îlots de 2 mètres et hauteur maximale de 8 mètres).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Modification des installations

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2024, article Article 4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'agissant de la case d'entreposage d'encombrants en transit et l'installation de transit d'ordures ménagères, l'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions suivantes :</p> <p>Article L.181-14 du code de l'environnement</p> <p><i>« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</i></p> <p><i>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</i></p> <p><i>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. »</i></p> <p>Cette prescription sera considérée comme respectée lorsque l'exploitant aura transmis un porter-à-connaissance contenant l'ensemble des informations requises concernant la création sur le site d'une plateforme de transit de déchets non-dangereux en plus des installations de transit de déchets de bois ou qu'il aura cessé l'exploitation de ces activités.</p> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants : Dans le cas où l'exploitant opte pour le dépôt d'un dossier de régularisation, celui-ci doit être déposé dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant. Dans le cas où il opte pour la cessation de l'exploitation des installations concernées, celle-ci doit être effective sous trois mois et l'exploitant fournit sous trois mois l'attestation prévue à l'article L.512-12-1 du code de l'environnement.</p>

<p>Constats :</p> <p>Par courrier en date du 27 mai 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées un document de porter à connaissance visant à informer de la mise en place d'activités soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique (DC) au titre de la rubrique 2716-2 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Ces activités sont le transit d'ordures ménagères sur une surface de 100 m², le tri / transit de « déchets industriels banaux » sur une surface de 100 m², ainsi que le transit de « déchets encombrants » sur une surface de 100 m², pour un volume susceptible d'être présent dans l'installation de 990 m³ (le seuil pour le régime de l'enregistrement est supérieur ou égal à 1000 m³).</p> <p>Le document de porter à connaissance n'inclut pas la mise à jour globale du tableau des installations ICPE exploitées sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra faire parvenir à l'Inspection des installations classées une nouvelle version du porter-à-connaissance reprenant la mise à jour globale du tableau des rubriques ICPE, ainsi que le plan d'exploitation prévu en annexe 5 (problème de mise en page ne permettant pas sa consultation), dans un délai de 2 mois à compter de la réception du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>